

POUR UNE RÉAPPROPRIATION DÉMOCRATIQUE DES MÉDIAS

Appel

Par Jef Klak

Nous lançons avec des associations, des organisations de journalistes, des médias, des syndicats et des organisations politiques une déclaration commune pour se « mobiliser pour une réappropriation démocratique des médias ». Cette déclaration, à diffuser et signer largement, est une première étape dans la construction d'une mobilisation et d'initiatives communes pour transformer les médias.

Depuis plusieurs semaines, le mouvement des gilets jaunes bouleverse l'agenda politique, et porte une remise en cause profonde des institutions. Les médias sont tout particulièrement visés. Les gilets jaunes dénoncent, à juste titre bien souvent, un traitement caricatural des mobilisations : surenchère sécuritaire sur les plateaux télévisés et dans certains quotidiens ; confiscation de la parole par les éditorialistes ; disqualification de certaines revendications jugées « irréalistes » et appels à « dialoguer » avec le gouvernement ; ou encore dénonciations des violences des manifestants – alors que les violences policières ont été pendant trop longtemps passées sous silence.

Une telle pédagogie de la résignation n'est certes pas nouvelle. Déjà lors des grèves de 1995, les tenanciers des grands médias martelaient leur sempiternel message : il n'y a pas d'alternative aux réformes libérales. En 2005, ils pointaient du doigt ceux qui mettaient en cause le bien-fondé des politiques européennes et déformaient la révolte des banlieues. Plus récemment, lors des mobilisations contre la loi El-Khomri et les ordonnances Macron, ils dénonçaient un code du travail soi-disant « trop épais et illisible ». À l'occasion de chaque mobilisation sociale, ils se sont faits les gardiens de l'ordre économique et politique.

Ces partis pris ont contribué à disqualifier les grands médias. La défiance à leur égard est profonde et sans précédent. D'autres sources d'information sont plébiscitées, médias indépendants ou réseaux sociaux. Certaines des analyses portées depuis des décennies par la critique des médias sont réinvesties largement, au-delà du mouvement des gilets jaunes. L'emprise de quelques milliardaires sur la production de l'information est pointée du doigt. La question des médias s'impose désormais comme une question politique.

La plupart des éditorialistes et chefs de rédaction ne voient, dans cette défiance, qu'une « haine des médias » et de la démocratie. Ils éludent la responsabilité qu'ils portent, par leurs diatribes ou leurs choix éditoriaux, dans l'hostilité qui s'exprime contre l'ensemble des journalistes. Une hostilité dont les plus précaires (en termes de statut ou de conditions de travail) font parfois les frais, sur le terrain, en étant injustement pris à partie ou agressés.

Nous pensons que la défiance envers les grands médias doit être une opportunité. Opportunité, dans les rédactions, de remettre en cause les orientations délétères imposées par les directions éditoriales, et de replacer le reportage et l'enquête au cœur du travail journalistique. Opportunité, dans les médias indépendants, de faire la démonstration par l'exemple qu'un autre journalisme, plus exigeant et plus libre vis-à-vis des pouvoirs, est possible.

Que nous soyons gilets jaunes, militant-es, journalistes, usager-es des médias, nous avons toutes et tous des raisons légitimes de contester un ordre médiatique inique, qui maltraite le pluralisme. Et de nous inquiéter des menaces réelles qui pèsent sur le droit à l'information : la mainmise de quelques milliardaires sur la plupart des médias, les plans de suppressions d'emploi dans l'audiovisuel public comme dans les groupes privés, la précarisation des journalistes statutaires ou pigistes y compris dans certains médias indépendants, la répression policière et la criminalisation qui frappent de plein fouet certains reporters et leurs sources, ou encore les lois liberticides qui visent à contrôler l'information – loi sur le secret des affaires et sur les « fake news ».

C'est pourquoi nous affirmons qu'il est temps de se mobiliser pour une réappropriation démocratique des médias. Pour défendre le droit d'informer et le droit à être

informé, tous deux gravement menacés. Et pour que l'information, trop longtemps confisquée par les pouvoirs, devienne enfin un bien commun et non une marchandise.

Cette déclaration est une initiative commune :

D'associations, d'organisations de journalistes et de syndicats :

Acrimed, Attac, Fédération Nationale de l'Audiovisuel Participatif, La Quadrature du net, Les Amis du Monde diplomatique, Profession : Pigiste, Résistance à l'agression publicitaire, Ritimo, SNJ-CGT, Union syndicale Solidaires.

De médias :

Contretemps-web, CQFD, Démosphère Ariège, Démosphère Toulouse, Hors-Série, Jef Klak, L'Alterpresse68, Là-bas si j'y suis, La Clé des ondes, La Gazette de Gouzy, Le journal minimal, L'Insatiable, Le Média, Le Ravi, MAP 36, MédiaCitoyens PACA et Rhône-Alpes, Mediacoop, Radio Parleur, revue Cause commune, Ricochets, Rosalux,

Silence, Transrural initiatives, TV Bruits, Télé Mouche, TVnet Citoyenne.

D'organisations politiques :

Ensemble, NPA, PCF, PG.

Premiers signataires: **Alain Accardo**, sociologue; **Gilles Balbastre**, réalisateur; **Patrick Champagne**, sociologue; **Sophie Chapelle**, journaliste; **Colloghan**, dessinateur; **Benoît Collombat**, journaliste; **Jean-Baptiste Comby**, sociologue; **Annie Ernaux**, écrivaine; **Benjamin Ferron**, sociologue; **Anne-Sophie Jacques**, journaliste; **Yannick Kergoat**, réalisateur; **Henri Maler**, universitaire; **Philippe Merlant**, journaliste et conférencier gesticulant; **Pierre Morel**, photojournaliste; **Gérard Noiriél**, historien; **Michel Pinçon**, sociologue; **Monique Pinçon-Charlot**, sociologue; **Denis Robert**, journaliste; **Karim Souanef**, sociologue; **Usul**, vidéaste.

Vous pouvez signer la déclaration sur [le site d'Acrimed](#).